

**Nations unies - Corée du Nord -
Situation des droits de l'Homme -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies – Conseil de sécurité**
(New York, 11 décembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de remercier M. Jenca et M. Zeid pour leurs présentations très éclairantes sur la situation en Corée du Nord. Nous ne pouvons que regretter, cette année encore, le bilan désastreux de la situation des droits de l'Homme dans ce pays, qui n'a guère évolué depuis la publication du rapport de la commission d'enquête internationale en février 2014. Ce rapport avait conclu, je cite, que «de multiples crimes contre l'humanité, découlant de politiques établies au plus haut sommet de l'État, ont été commis et continuent d'être commis en Corée du Nord». La France condamne les violations massives des droits de l'Homme commises par les autorités de RPDC et appelle à la mise en oeuvre des recommandations de la commission d'enquête, recommandations, qui continuent - hélas - de faire référence.

Je tiens à saluer la décision de ce conseil de tenir cette réunion sous un point dédié de l'ordre du jour, qui paraît d'autant plus nécessaire après les développements de ces derniers mois. Alors que Pyongyang, en violation de ses obligations au titre du droit international et des résolutions de ce conseil, poursuit ses programmes illégaux d'armes nucléaires et de missiles balistiques, la situation de sa population demeure l'une des plus dramatiques au monde. Plus de la moitié de la population souffre d'une insécurité alimentaire et médicale grave, parce que les ressources du pays sont drainées et détournées pour les programmes militaires, au détriment du bien-être de la population et de l'exercice de ses droits les plus élémentaires.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, il est crucial que ce conseil maintienne toute son attention sur la situation des droits de l'Homme en Corée du Nord, car cette situation est indissociablement liée à la paix et à la sécurité du monde.

En effet, le développement de l'arsenal militaire d'une part, et les restrictions aux libertés fondamentales d'autre part, visent au fond un même objectif. Cet objectif, nous ne payons pas de mot, c'est le contrôle de la population par la peur, et la perpétuation d'un régime totalitaire aux abois. Pour parvenir à cet objectif, le régime recourt à un large spectre de moyens qui violent le droit international. C'est cette logique-là, sans équivalent dans le monde, qui nous menace collectivement. Alors que nous venons de fêter la journée internationale des droits de l'Homme hier, qui ouvre les célébrations du 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, notre responsabilité est bien de dénoncer fermement l'action d'un régime nord-coréen qui s'enferme dans cette logique totalitaire, en contradiction frontale avec l'esprit de la Charte et les trois piliers qui fondent les Nations unies et la paix internationale.

En dépit de quelques avancées qui cherchent à donner le change sur les droits des handicapés ou des femmes, les violations des droits de l'Homme en Corée du Nord sont graves et systématiques et leurs auteurs continuent de jouir d'une impunité intolérable. La liste des exactions est bien trop longue pour être ici exhaustive : torture, détentions arbitraires, exécutions publiques, travail forcé, viols, déplacements de population, trafic d'êtres humains, et de femmes en particulier. Le rapporteur spécial a reçu des témoignages faisant état de la peur généralisée des camps de prisonniers politiques dans la population, ces camps que le régime appelle, je cite, des «instituts de réadaptation». Comme l'indique le rapport du rapporteur spécial, l'anxiété est telle que les habitants partent du principe que toute personne disparue est détenue dans un camp, parfois pour la simple détention d'un téléphone portable.

Je voudrais souligner ici trois points particulièrement préoccupants, avec des incidences pour les pays tiers.

1 - En premier lieu, nous devons continuer notre mobilisation pour les personnes victimes de disparitions forcées, nombreuses en Corée du Nord, mais aussi parmi les ressortissants des pays voisins, notamment de Corée du Sud et du Japon. Ces enlèvements, locaux comme internationaux, détruisent les vies des victimes et celles de leurs familles, qui demeurent dans l'ignorance du destin de leurs proches pendant des années. La France renouvelle son engagement dans la lutte contre ce fléau, et nous encourageons tous les États à ratifier la Convention pour la protection des personnes contre les disparitions forcées.

2 - Je tiens également à évoquer la question des travailleurs nord-coréens à l'étranger, exploités, parfois condamnés au travail forcé et privés de leur liberté de mouvement, ce qui s'apparente à de la traite d'êtres humains. L'essentiel de leurs revenus, en devises étrangères, est détourné par le régime nord-coréen, mis au profit des programmes d'armement nucléaire. Nous sommes préoccupés également par la vague de rapatriements forcés ces deux dernières années. Ensemble, et avec tous les pays concernés, nous devons faire la lumière sur ces pratiques pour qu'elles cessent enfin.

3 - Troisième point : le droit fondamental qu'est la liberté d'opinion et d'expression demeure brimé par la censure et éclipsé par la propagande. La surveillance systématique par le voisinage, illicite et arbitraire, la persécution des voix dissidentes ou même différentes, sont autant de moyens révoltants utilisés par le régime pour étouffer la liberté d'opinion et d'expression, et l'égal accès à l'information. Le totalitarisme absolu de Pyongyang maintient une obscurité tenace sur ses affaires intérieures, qui lui permet de violer les droits de ses citoyens en toute impunité.

Monsieur le Président, ce conseil doit rester saisi de la situation en RPDC dans toutes ses dimensions et maintenir la plus extrême vigilance. Nous espérons qu'il saura s'unir pour appeler les autorités de Corée du Nord à autoriser l'accès aux organes de suivi des droits de l'Homme y compris le rapporteur spécial, et à collaborer avec eux ; à mettre fin aux violations et à lutter contre l'impunité de leurs auteurs.

C'est dire, Monsieur le Président, combien il est essentiel de maintenir une forte pression sur les autorités de Corée du Nord pour les conduire à assumer leurs responsabilités de protéger et

promouvoir les droits de l'Homme de leurs citoyens et à sortir de cette logique terrible pour retrouver la voie de la règle de droit. Je vous remercie./.